

Weiterbildungsstudiengang CAS
Formation continue CAS

Migrationsrecht Droit des migrations

2023-2026



Institut für Europarecht
Institut de droit européen



UNIVERSITÉ DE FRIBOURG FACULTÉ DE DROIT
UNIVERSITÄT FREIBURG RECHTSWISSENSCHAFTLICHE FAKULTÄT



Centre de droit des migrations
CDM Zentrum für Migrationsrecht



UNIVERSITÄT
BERN

unine[•]
Universität de Neuchâtel

Aperçu du programme et informations générales

Buts, contenu et méthodologie

Organisé par les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg, le cursus d'études a pour but de fournir des connaissances pratiques et scientifiques solides en matière de droit des migrations. Au-delà de l'acquisition de compétences juridiques, il confère aux participant-e-s les outils nécessaires pour analyser la politique migratoire actuelle de manière critique, en tenant notamment compte des instruments propres aux sciences sociales. Alliant la théorie à la pratique, le programme d'enseignement s'articule autour de sept modules complémentaires les uns aux autres. La thématique est traitée par des expert-e-s nationaux-ales et internationaux-ales reconnu-e-s, provenant non seulement des trois Universités partenaires, mais également du milieu judiciaire, de l'administration, du barreau et de diverses organisations nationales et internationales.

Le cursus d'études offre un espace de discussion constructif entre les participant-e-s et les différents expert-e-s. Les défis soulevés par les questions migratoires sont abordés de manière pragmatique. Des travaux de groupes permettent à chacun et chacune de développer et d'exprimer ses idées. Les participant-e-s sont ainsi invité-e-s et encouragé-e-s à partager leur expérience. Il-elle-s doivent en outre présenter au moins un exposé sur un thème d'actualité et rédiger un travail écrit en fin de formation.

Enfin, tout au long de leur cursus, les participant-e-s peuvent compter sur le soutien et l'encadrement des enseignant-e-s des trois Universités partenaires.

Pour les personnes qui souhaitent approfondir leurs connaissances en droit et en procédure d'asile, les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg proposent une formation complémentaire: **CAS Procédure d'asile** (pour plus d'informations cf. www.unifr.ch/go/cas-asylum).

Public cible

Le cursus s'adresse en premier lieu aux personnes actives dans le domaine des migrations, qu'elles bénéficient ou non d'une formation juridique.

Conditions d'admission

Le programme est ouvert aux personnes ayant accompli une première formation (p. ex. Bachelor, Master ou

licence) dans une université ou une haute école reconnue. En règle générale, une expérience professionnelle d'au moins une année dans le domaine des migrations est requise. Les personnes qui ne sont pas au bénéfice d'une formation supérieure peuvent être admises si elles disposent d'une expérience professionnelle et de connaissances théoriques suffisantes.

L'admission est octroyée de manière individuelle et sur dossier.

Il est possible de s'inscrire de manière ponctuelle à un ou plusieurs module(s) en tant qu'auditeur-trice libre.

Crédits ECTS et durée

Le cursus d'études est constitué de 15 crédits ECTS, calculés conformément au système européen de transfert des crédits (ECTS). Chaque crédit représente une charge de travail de 25 à 30 heures. 11 crédits ECTS sont obtenus durant la préparation et la participation aux modules, ainsi que pour la préparation et la présentation d'un exposé. Les 4 crédits ECTS restants sont octroyés au terme de la rédaction du travail de fin d'études.

Le programme est constitué de 19 jours de cours répartis en sept modules thématiques, une cérémonie d'ouverture et une cérémonie de clôture. Le cursus complet dure entre 18 et 24 mois.

Langues d'enseignement

L'intégralité du cursus d'études est proposée en français et en allemand. Le travail de fin d'études peut être réalisé, au choix, en français ou en allemand.

Certains modules peuvent être suivis dans l'autre langue. De même, il est possible de changer de langue au cours de la formation. Tout changement doit être autorisé par le Comité de direction.

Certificat

Les Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg (BENE-FRI) décernent un Certificate of Advanced Studies en droit des migrations (15 ECTS) aux participant-e-s étant parvenu-e-s avec succès au terme de la formation.

Type de formation et lieux d'enseignement

Le CAS en droit des migrations est une formation continue suivie parallèlement à une activité professionnelle. Les cours sont généralement organisés les jeudis, ven-

dredis et/ou samedis.

Les modules proposés en français sont organisés à Fribourg et les modules en allemand ont lieu à Berne.

Début de la formation

1er décembre 2023 (en français)

Décembre 2024 (auf Deutsch)

Candidature et information

Le délai de candidature est fixé au 30 septembre 2023 (pour la formation en français), respectivement au 30 septembre 2024 (pour la formation en allemand). Le nombre de participant-e-s est limité à 30. Le formulaire de candidature peut être obtenu sur le site:

www.unifr.ch/go/cas-migration ou demandé par e-mail à l'adresse cas-migration@unifr.ch.

Coûts

Les frais de formation s'élèvent à CHF 10'900.– et doivent être acquittés en deux versements: la première moitié avant le début du cours et la seconde avant la fin du dernier module. Un rabais de CHF 500.– sera accordé à toute personne s'étant inscrite avant le 15 juillet 2023. Les frais incluent les documents de cours et les taxes d'examens. Les frais de logement, de repas et les coûts réservés à l'acquisition d'ouvrages spécifiques sont exclus.

Pour la fréquentation, en tant qu'auditeur-trice libre, d'un seul module du programme, les frais s'élèvent à CHF 550.– par jour de cours et doivent être payés avant le début du module.

Encadrement et organisation

Le cursus d'enseignement est organisé conjointement par les Facultés de droit des Universités de Berne, Neuchâtel et Fribourg. Le Comité d'études est composé de la Prof. Astrid Epiney (Directrice d'études), du Prof. Pascal Mahon et du Prof. Alberto Achermann. Le Comité est responsable de l'organisation du cursus d'études. La coordination générale est assurée par Dr. iur. Samah Posse, et Christine Eggen est en charge de l'administration et de la coordination du cours en allemand.

Le Comité de direction supervise le programme de formation continue. Il est composé des membres suivants:

Claudia Cotting-Schalch (Présidente), Juge, Tribunal administratif fédéral;

Prof. Alberto Achermann, Université de Berne;

Prof. Christin Achermann, Université de Neuchâtel;

Prof. Astrid Epiney, Université de Fribourg;

Dr. Ruth Herzog, Juge, Tribunal administratif du canton de Berne;

Prof. Jörg Künzli, Université de Berne;

Bettina Looser, Directrice, Commission fédérale pour les questions de migration;

Prof. Pascal Mahon, Université de Neuchâtel;

Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Université de Fribourg;

Christine Schraner Burgener, Secrétariat d'Etat aux Migrations;

Marcel Suter, Association des services cantonaux de migration.

Contact

Université de Fribourg

Institut de droit européen /

Centre de droit des migrations

CAS Droit des migrations

Av. de Beauregard 11

CH-1700 Fribourg

Tel.: +41 26 300 80 90

E-mail: cas-migration@unifr.ch

www.unifr.ch/go/cas-migration

Formation continue CAS

CAS Procédure d'asile

Les personnes qui suivent les deux formations (CAS Droit des migrations et CAS Procédure d'asile) peuvent bénéficier de CHF 1'900.– de rabais en sus des CHF 500.– accordés pour les inscriptions reçues avant le 15 juillet 2023 (en français), respectivement le 15 juillet 2024 (en allemand).

Informations: www.unifr.ch/go/cas-asylum

Programmübersicht und allgemeine Informationen

Ziele, Inhalt und Methodik

Organisiert von den Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg hat der Studiengang das Ziel, wissenschaftlich fundierte und praxisorientierte Kompetenzen im Migrationsrecht zu vermitteln. Dazu gehören neben dem Erwerb von Grundlagen im Migrationsrecht die Analyse der aktuellen Migrationspolitik unter Berücksichtigung sozialwissenschaftlicher Kenntnisse und Konzepte.

Der Lehrplan ist in sieben Module gegliedert, die sich gegenseitig ergänzen und Theorie und Praxis miteinander verbinden. Die Thematik wird von anerkannten und erfahrenen, nationalen und internationalen Experten/-innen behandelt. Diese kommen nicht nur von den drei beteiligten Universitäten, sondern auch von Gerichten, aus der Verwaltung, der Anwaltschaft, sowie verschiedenen nationalen und internationalen Organisationen.

Der Studiengang bietet Raum für konstruktive Diskussionen zwischen den Teilnehmern/-innen und den verschiedenen Experten/-innen. Die Herausforderungen, die Fragen rund um das Thema Migration mit sich bringen, werden auf pragmatische Weise angegangen. In Gruppenarbeiten kann jeder/jede seine/ihre eigenen Ideen entwickeln und ausdrücken. Die Teilnehmer/-innen werden dazu aufgefordert und ermutigt, ihre Erfahrungen zu teilen. Darüber hinaus müssen sie mindestens ein Referat zu einem aktuellen Thema halten und am Ende des Kurses eine schriftliche Arbeit verfassen. Während des gesamten Studiums können die Teilnehmer/-innen auf die Unterstützung und Betreuung durch die Lehrkräfte der drei Partneruniversitäten zählen.

Für Personen, die ihre Kenntnisse im Asylrecht und Asylverfahren vertiefen möchten, bieten die Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg eine Zusatzausbildung an: **CAS Asylverfahren** (weitere Informationen finden Sie unter: www.unifr.ch/go/cas-asylum).

Zielpublikum

Der Studiengang richtet sich in erster Linie an im Migrationsbereich tätige Personen mit oder ohne juristische Ausbildung.

Zulassungsvoraussetzungen

Die Teilnahme am Studiengang setzt eine abgeschlossene Erstausbildung an einer anerkannten Universität oder Fachhochschule (z.B. Bachelor, Master oder Lizen-

tat) voraus. Weiter wird in der Regel eine mindestens einjährige Berufserfahrung im Migrationsbereich vorausgesetzt. Personen ohne Hochschulabschluss können zugelassen werden, wenn sie über eine vergleichbare Qualifikation aus der Berufspraxis und Weiterbildung verfügen.

Die Zulassung erfolgt im Einzelfall aufgrund eines Dossiers.

Es besteht die Möglichkeit, gezielt einzelne Module des Studiengangs als Hörer/-in zu besuchen.

Kreditpunkte und Dauer

Der Studiengang wird nach dem europäischen Kreditpunktesystem (ECTS) mit 15 ECTS-Punkten bewertet. Ein Kreditpunkt entspricht einer 25- bis 30-stündigen Arbeitsleistung. 11 ECTS-Punkte sind durch Teilnahme an den Lehrveranstaltungen, ihre Vor- und Nachbereitung sowie eines in diesem Rahmen zu erbringenden Leistungsnachweises in Form eines Referats zu erwerben. 4 ECTS-Punkte werden für die schriftliche Abschlussarbeit erteilt.

Das Programm umfasst 19 Kurstage, die in sieben thematische Module, eine Einführungsveranstaltung und eine Schlussveranstaltung aufgeteilt sind. Es dauert zwischen 18 und 24 Monaten.

Unterrichtssprachen

Das gesamte Studienprogramm wird in deutscher und französischer Sprache angeboten. Die Abschlussarbeit kann nach Wahl in deutscher oder französischer Sprache verfasst werden.

Einzelne Module können jeweils in der anderen Sprache besucht werden. Ebenso kann ein Wechsel in das jeweils anderssprachige Studienprogramm erfolgen. Jeder Wechsel muss durch die Studienleitung genehmigt werden.

Abschluss

Die Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg (BENE-FRI) verleihen den erfolgreichen Absolventinnen und Absolventen ein gemeinsames Certificate of Advanced Studies in Migrationsrecht (15 ECTS-Punkte).

Studienform und Durchführungsorte

Der CAS Migrationsrecht ist ein berufsbegleitender Teilzeitstudiengang. Die Lehrveranstaltungen finden grundsätzlich jeweils donnerstags, freitags und/oder samstags statt. Die deutschsprachigen Veranstaltungen finden in Bern und die französischsprachigen in Freiburg statt.

Beginn

1er Décembre 2023 (en français)
Dezember 2024 (auf Deutsch)

Bewerbung und Information

Bewerbungsfrist ist der 30. September 2024 (für den Lehrgang in deutscher Sprache) bzw. der 30. September 2023 (für den Lehrgang in französischer Sprache). Die Teilnehmerzahl ist auf 30 begrenzt. Bewerbungsformulare können auf der Website www.unifr.ch/go/cas-migration heruntergeladen oder per Email an cas_migration@unifr.ch angefordert werden.

Kosten

Das Studiengeld beträgt CHF 10'900.– und ist in zwei Tranchen zu entrichten: die Hälfte vor dem Kursbeginn, die andere Hälfte vor der Absolvierung des letzten Moduls. Bei frühzeitiger Bewerbung bis zum 15. Juli 2024 wird ein Rabatt von CHF 500.– gewährt. Im Studiengeld inbegriffen sind die Kosten für Kursunterlagen und Prüfungsgebühren. Nicht inbegriffen sind die Kosten für Übernachtungen, Verpflegung und spezielle Literatur. Besucht eine Person als Hörer/-in nur einzelne Module des Studiengangs, so ist pro Kurstag eine Studiengebühr in Höhe von CHF 550.– vor Beginn des Moduls zu entrichten.

Trägerschaft und Organisation

Die Träger des Studiengangs sind die Rechtswissenschaftlichen Fakultäten der Universitäten Bern, Neuenburg und Freiburg. Die Studienleitung, Prof. Astrid Epiney (Studiendirektorin), Prof. Pascal Mahon und Prof. Alberto Achermann, ist für die Durchführung des Studiengangs verantwortlich. Verantwortliche für die Gesamtkoordination ist Dr. iur. Samah Posse. Die Koordination für den deutschen Kurs wird durch Christine Eggen sichergestellt. Sie ist kümmert sich ebenfalls um die administrativen Aspekte.

Die Programmleitung übt die Aufsicht über den Studiengang aus. Ihr gehören folgende Mitglieder an:

Claudia Cotting-Schalch (Präsidentin), Richterin, Bundesverwaltungsgericht;

Prof. Alberto Achermann, Universität Bern;

Prof. Christin Achermann, Universität Neuenburg;

Prof. Astrid Epiney, Universität Freiburg;

Dr. Ruth Herzog, Richterin, Verwaltungsgericht des Kantons Bern;

Prof. Jörg Künzli, Universität Bern;

Bettina Looser, Geschäftsführerin, Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen;

Prof. Pascal Mahon, Universität Neuenburg;

Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Universität Freiburg;

Christine Schraner Burgener, Staatssekretärin für Migration;

Marcel Suter, Vereinigung der Kantonalen Migrationsbehörden.

Kontakt

Universität Freiburg

Institut für Europarecht / Zentrum für Migrationsrecht

CAS Migrationsrecht

Av. de Beauregard 11

CH-1700 Freiburg

Tel.: +41 26 300 80 90

E-Mail: cas-migration@unifr.ch

www.unifr.ch/go/cas-migration

Weiterbildungsstudiengang CAS

CAS Asylverfahren

Teilnehmer/-innen beider Studiengänge (CAS Migrationsrecht und CAS Asylverfahren) erhalten eine Reduktion von CHF 1'900.– zusätzlich zum Nachlass von CHF 500.– für Anmeldungen vor dem 15. Juli 2024 (für den deutschen Kurs) bzw. 15. Juli 2023 (für den französischen Kurs)

Informationen: www.unifr.ch/go/cas-asylum

Dozierende (indikative und nicht abschliessende Liste) Intervenant-e-s (liste indicative et non exhaustive)

Prof. Alberto Achermann, Universität Bern

Prof. Christin Achermann, Université de Neuchâtel

Christine Affolter, Staatssekretariat für Migration

Prof. Cesla Amarelle, anc. Conseillère d'Etat

Dr. iur. Yannick Antoniazza-Hafner,

Tribunal administrative fédéral

Dr. iur. Florence Aubry Girardin, Tribunal fédéral,
Lausanne

Liselotte Barzé-Loosli, Secrétariat d'Etat
aux migrations

Prof. Jan Bergmann, Verwaltungsgericht Stuttgart;
Universität Stuttgart

Dr. iur. Frédéric Berthoud, Secrétariat d'Etat
à la formation, à la recherche et à l'innovation

Olivier Bleicker, Tribunal fédéral

Guillaume Bégypt, CFA de Suisse romande, Caritas
Suisse

Prof. Véronique Boillet, Université de Lausanne

Susanne Bolz, Bundesverwaltungsgericht,
St. Gallen

Prof. Thomas Burri, Universität St. Gallen

Marc Busslinger, Verwaltungsgericht Kanton Aargau

Prof. Basile Cardinaux, Université de Fribourg

Prof. Martina Caroni, Universität Luzern

Dr. iur. Gregor Chatton, Tribunal administratif fédéral

Claudia Cotting-Schalch, Tribunal administratif
fédéral

Prof. Janine Dahinden, Université de Neuchâtel

Dr. iur. Fanny de Weck, RISE Attorneys et law/
Universität Luzern

Prof. Astrid Epiney, Universität Freiburg

Sylvain Félix, Tribunal administratif fédéral

Tindaro Ferraro, Staatssekretariat für Migration

Dr. iur. Silvia Gastaldi, Office fédéral de la justice

Dr.h.c. Mario Gattiker, ehem. Staatssekretariat für
Migration

Nina Gilgen, Fachstelle Integration des Kantons Zürich

Noémie Gonseth, Tribunal administratif fédéral

Reto Gruber, Bundesamt für Justiz

Prof. Dominik Hangartner, ETH Zürich

Marcel Heiniger, Bundesamt für Statistik

Prof. Maya Hertig Randall, Université de Genève

Dr. iur. Ruth Herzog, Verwaltungsgericht Kanton Bern

Dr. iur. Constantin Hruschka, Bundesverwaltungsge-
richt

Thomas Hugi Yar, Bundesgericht, Lausanne

Prof. Walter Kälin, Universität Bern

Patrick von Kaenel, Secrétariat d'Etat aux migrations

Sebastian Kempe, Verwaltungsgericht Kanton Aargau

Hendrick Krauskopf, Secrétariat d'Etat aux migra-
tions

Prof. Jörg Künzli, Universität Bern

Prof. Francesco Maiani, Institut de Hautes Etudes en
Administration Publique, Lausanne

Prof. Matthias Mahlmann, Universität Zürich

Boris Mesaric, Bundesamt für Polizei fedpol

Jean-Pierre Monnet, ancien juge au Tribunal
administratif fédéral

Robert Mosters, Universität Freiburg

Martin Nyffenegger, Staatssekretariat für Migration

Prof. Matthias Oesch, Universität Zürich

Alexander Ott, Migration und Fremdenpolizei Stadt
Bern

Suzan Panic, Universitäre Psychiatrische Dienste, Bern

Dr. iur. Roswitha Petry, Tribunal fédéral, Lausanne

Beat Perler, Staatssekretariat für Migration, Bern

Prof. Etienne Piguet, Université de Neuchâtel

Dr. iur. Samah Posse, Université de Fribourg

Prof. Sarah Progin-Theuerkauf, Universität Freiburg

Dr. iur. Barbara von Rütte, Universität Basel

Mirjam Ringenbach, Universitäre Psychiatrische
Dienste, Bern

Daniel Sormani, Staatssekretariat für Migration

Bendicht Tellenbach, ehem. Richter am Bundesver-
waltungsgericht

Prof. Peter Uebersax, Bundesgericht, Lausanne;
Universität Basel

Prof. Philippe Wanner, Université de Genève

Prof. Ferdinand Wollenschläger, Universität Augsburg

Prof. Judith Wytttenbach, Universität Bern

Prof. Nesa Zimmermann, Université de Neuchâtel